

LA réaction des travailleurs au discours de guerre civile du général de Gaulle est nette : il faut satisfaire nos revendications. C'est l'avis des syndicats. C'est l'opinion de la C.G.T., qui rappelle avec force :

« Si les négociations n'ont pas abouti c'est parce que le gouvernement s'est employé à les bloquer.

« Ce ne sont pas les mesures de coercition qui rétabliront une situation normale. Mais la prise en compte des revendications des travailleurs ».

Le Parti Communiste réaffirme son soutien total aux travailleurs en lutte.

Le général de Gaulle a annoncé, en même temps que la dissolution de l'Assemblée Nationale, des élections législatives dans les délais prévus par la Constitution.

Le Parti Communiste avait demandé le 21 mai dans une intervention de son secrétaire général, W. Rochet, à l'Assemblée Nationale, que la parole soit donnée au peuple. Le communiqué du Bureau Politique du 27 mai rappelant la nécessité urgente d'un programme commun, soulignait qu'il donnerait son plein sens au mot d'ordre de dissolution de l'Assemblée Nationale et de nouvelles élections.

Le Parti Communiste ira à cette consultation avec ses candidats ; en exposant son programme de progrès et de

paix dans l'indépendance nationale, et sa politique d'union de toutes les forces démocratiques.

Il ira à cette bataille avec confiance.

Les travailleurs, tous les démocrates, mettront le Parti

**LE P.C.F. IRA AVEC CONFIANCE
AUX ÉLECTIONS AVEC SON
PROGRAMME et ses CANDIDATS**

Gaulliste et autres réactionnaires en échec. Ils soutiendront la politique du Parti Communiste.

De Gaulle lui-même, en portant ses attaques contre la classe ouvrière et le Parti Communiste, souligne, s'il en était

besoin, où sont les lutteurs conséquents contre le pouvoir des monopoles.

Le Parti Communiste appelle les travailleurs, tous les républicains à la vigilance.

Le général de Gaulle a menacé d'employer « d'autres voies que le scrutin », affirmant qu'il était prêt à utiliser tous les moyens. Il redoute le verdict de la Nation. Il cherchera tous les prétextes, y compris les provocations, pour baillonner le peuple, le priver de la possibilité de s'exprimer par le suffrage universel et imposer sa dictature.

En luttant pour la satisfaction de leurs revendications, les travailleurs, les étudiants et intellectuels s'efforceront de ne donner aucune prise aux provocations d'où qu'elles viennent.

Au moment où notre pays se trouve devant le dilemme : dictature gaulliste ou démocratie, le Parti Communiste Français appelle les travailleurs manuels et intellectuels, les démocrates, les Françaises et les Français à serrer les rangs dans l'union pour la démocratie, le progrès social, solution conforme à l'intérêt du peuple et de la France.

**LE BUREAU POLITIQUE
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
PARIS, LE 31 MAI 1968.**